



PROJET OI-APV FLEGT

« Observation Indépendante de l'application de la Loi et de la Gouvernance forestières dans le cadre de l'APV FLEGT au Congo »




Tel : (00242) 06 660 24 75 Email : contac@cagdf.org, www.cagdf.org

BP 254, Brazzaville, République du Congo

RAPPORT MISSION D'OBSERVATION INDEPENDANTE APV FLEGT

Département : Kouilou

Unités Forestières	Sociétés
NKOLA	AFRIWOOD INDUSTRIES
BOUBISSI	EMERSON BOIS

Référence	OI-APV FLEGT/P4/EN/09/03
Date de publication	08/01/2024
Visa	 Chef de Projet OI-APV FLEGT Tél: 06 660 24 75

Le présent rapport a été réalisé avec le soutien financier de l'Union européenne et du FCDO. Son contenu relève de la responsabilité exclusive de CAGDF et ne saurait en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Union européenne et du FCDO



Foreign, Commonwealth
& Development Office



Projet : OI-APV FLEGT

Référence du projet : FED/2020/399-202

Organisation mandatée	Cercle d'Appui à la Gestion Durable des Forêts (CAGDF)
Coordonnateur de l'action	NKODIA Alfred
Lieu de l'action	République du Congo
Bailleurs de fonds	Union Europeen & FCDO

Equipe OI	NKODIA Alfred	Chef de projet
	NDINGA Daniel	Juriste
	KOUAYAS LEBLANC Duc	Responsable SIG et Base de données
Représentants DDEF	MABANZA Justice	Chef de service forêts pi

Date de la mission : Du 12 au 27 mars 2023

Date de soumission au comité de lecture : 17/10/2023

Date d'examen par le comité de lecture : 15/11/2023

Date de publication : 08/01/2024

TABLE DES MATIERES

LISTE DES ABREVIATIONS	5
Résumé exécutif	6
Introduction	7
I. EVALUATION DE L'APPLICATION DE LA LOI ET DE LA GOUVERNANCE FORESTIERES PAR LA DDEF-KOUILOU (DDEF-K)	8
1.1. Capacités opérationnelles de la DDEF-K.....	8
1.2. Suivi de l'application des dispositions légales et réglementaires par la DDEF-K	8
1.2.1. Disponibilité des documents à la DDEF-K	8
1.2.2. Analyse des documents collectés	9
1.2.2.1. Enregistrement régulier des usagers de la forêt et du bois	9
1.2.2.2. Respect des procédures de délivrance des autorisations de coupe	9
1.2.2.3. Evaluation des missions réalisées par la DDEF-K	10
1.2.2.3.1. Typologie des missions réalisées par la DDEF-K	10
1.2.2.3.2. Contenu des rapports de mission produits par la DDEF-K	9
1.2.2.4. Suivi du contentieux par la DDEF-K	10
1.2.2.4.1. Recouvrement des amendes	10
1.2.2.4.2. Analyse du contentieux	10
1.2.2.5. Suivi du recouvrement des taxes	12
II. RESPECT DES DISPOSITIONS LEGALES ET REGLEMENTAIRES PAR LES SOCIETES FORESTIERES VISITEES.....	13
1. SOCIETE AFRIWOOD INDUSTRIE (UFE NKOLA).....	13
1.1. Présentation de l'UFE Nkola.....	13
Tableau 5 : Présentation de l'UFE Nkola.....	13
1.2. Disponibilité des documents.	13
1.3. Evaluation de la conformité de la société.	13
1.3.1. Existence légale	14
1.3.2. Titres d'exploitation et des autorisations	14
1.3.3. Droits des communautés locales, populations autochtones et des travailleurs.	14
1.3.4. Environnement, Aménagement, Exploitation forestière, Transformation du bois et Fiscalité	15
1.3.4.1. Environnement	15

La société ariwood n'a pas une unité de Surveillance et de lutte anti-braconnage (USLAB)	16
5.1.1.1. Aménagement forestier	16
5.1.1.2. Exploitation forestière.....	16
5.1.1.3. Transformation du bois	17
5.1.1.4. Fiscalité.....	17
5.1.2. Transport du bois	17
5.1.3. Synthèse des performances de conformité aux indicateurs de l'APV	17
II.2. SOCIETE EMERSON BOIS (UFE BOUBISSI)	18
.1. Présentation de l'UFE Boubissi.....	18
Le tableau ci-après présente l'unité forestière d'exploitation (UFE) Boubissi située dans l'unité forestière d'aménagement (UFA) sud 1 pointe-Noire.....	18
.2. Disponibilité et analyse des documents.....	19
.3. Evaluation de la conformité de la société.	19
.3.1. Existence légale	19
.3.2. Titres d'exploitation et des autorisations	20
.3.3. Droits des communautés locales, populations autochtones et des travailleurs.	20
.3.4. Environnement, Aménagement, Exploitation forestière, Transformation du bois et Fiscalité.....	21
.3.4.1. Environnement	21
.3.4.2. Aménagement forestier	20
.3.4.3. Exploitation forestière.....	22
.3.4.4. Transformation du bois	23
.3.4.5. Fiscalité.....	23
.3.5. Transport du bois	23
.3.6. Synthèse des performances de conformité aux indicateurs de l'APV	23
ANNEXES	25

LISTE DES ABREVIATIONS

AAC	Assiette Annuelle de Coupe
ACA	Autorisation de Coupe Annuelle
APV- FLEGT	Accord de Partenariat Volontaire/Application des réglementations forestières, gouvernance et échanges commerciaux
CAGDF	Cercle d'Appui à la Gestion Durable des Forêts
CAT	Convention d'Aménagement et de Transformation
CLPA	Communautés Locales et Populations Autochtones
CNSS	Caisse National de Sécurité Sociale
DDEF-K	Direction Départementale de l'Economie Forestière du Kouilou/Directeur Départemental de l'Economie Forestière du Kouilou
DGEF	Direction Générale de l'Economie Forestière/Directeur Général de l'Economie Forestière
EIES	Etude d'Impact Environnemental et Social
EPI	Equipement de Protection Individuel
MEF	Ministère de l'Economie Forestière/Ministre de l'Economie Forestière
OI	Observateur Indépendant
OI-APV FLEGT	Observation Indépendante de l'application de la Loi et de la Gouvernance Forestière dans le cadre de l'APV FLEGT au Congo
PV	Procès-Verbal
RCCM	Registre de Commerce et du Crédit Mobilier
SMIG	Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti
TA	Taxe d'Abattage
TD	Taxe de Déboisement
TS	Taxe de Superficie
UFA	Unité Forestière d'Aménagement
USLAB	Unité de Surveillance et de Lutte Anti-Braconnage

RESUME EXECUTIF

Du 12 au 27 mars 2023, une mission d'OI a été effectuée dans le département du Kouilou et dans les UFE Nkola et Boubissi, attribuées respectivement aux sociétés forestières AFRIWOOD INDUSTRIES, et EMERSON BOIS. Il ressort les points saillants suivants :

S'agissant de l'application des dispositions légales et réglementaires en vigueur par la DDEF-K :

- Insuffisance des missions d'inspection de chantier en 2022 et au 1^{er} trimestre de 2023 ;
- Octroi en 2023 à la société CITB-QUATOR (UFE Nanga) d'un nombre de pieds de Bilinga supérieur à celui restant à abattre ;
- Faible taux de recouvrement des amendes (6%/) et taxes forestières (0, 24%);
- Mauvaise application de l'article 232 du code forestier ;
- Non application de l'article 232 du code forestier ;
- Absence de sanction contre la société AFRIWOOD pour non-exécution des obligations du cahier de charges particulier ;
- Retard dans la signature des moratoires de paiement de la taxe de superficie et la notification de la taxe d'abattage 2023.

S'agissant du respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur par les sociétés visitées :

- Sur 31 indicateurs vérifiés au niveau de la société AFRIWOOD INDUSTRIES, dont 6 non-applicables, il ressort que la société a un taux de conformité de 63% ;
- Sur 31 indicateurs vérifiés au niveau de la société EMERSON BOIS, dont 6 non-applicables, il ressort que la société a un taux de conformité de 56%.

De ce qui précède l'OI-APV FLEGT recommande que :

- Les ministères de l'économie forestière et des finances rendent disponible les fonds alloués à la DDEF-K ;
- Le ministère de l'économie forestière renforce les capacités opérationnelles de la DDEF-K ;
- La Direction Générale de l'Economie Forestière (DGEF) transmette à la DDEF-K les copies des certificats d'agrément des usagers évoluant dans ce département ;
- La DDEF-K :
 - Ouvre une procédure contentieuse contre les sociétés AFRIWOOD Industrie et EMERSON BOIS pour les faits constatés
 - Respecte les procédures de délivrance des autorisations, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur ;
 - Use des moyens de pression administrative afin de contraindre les contrevenants de s'acquitter de leurs taxes et amendes
 - Diligente la signature des moratoires de paiement de la taxe de superficie 2023 et la notification de la taxe d'abattage.

INTRODUCTION

Contexte

Le plan d'action du projet OI-APV FLEGT, prévoit la réalisation des missions d'Observation Indépendante (OI), pour évaluer l'application de la loi et de la gouvernance forestières par l'administration et les sociétés forestières.

C'est dans ce contexte qu'une équipe du projet a réalisé une mission d'OI dans le département du Kouilou, du 12 au 27 mars 2023.

i. Objectifs

Les objectifs de cette mission auprès de la DDEF-Kouilou et les sociétés forestières (AFRIWOOD INDUSTRIES et EMERSON BOIS) étaient de :

- Collecter les documents et recueillir les informations de gestion forestière ;
- Evaluer l'application, le respect de la loi et de la gouvernance.

ii. Méthodologie

Pour atteindre ces objectifs, la mission a collecté les documents et informations à la DDEF-K sur la base d'une Checklist. Les investigations sur le terrain se sont focalisées sur la vérification des règles d'exploitation (limites, marquages, volumes et diamètres d'essences exploitées) et de la réalisation des obligations du cahier de charge particulier.

L'évaluation de la conformité des sociétés s'est basée sur la grille de légalité APV FLEGT des bois provenant des forêts naturelles. Cette grille se compose de 5 principes, 23 critères, 65 indicateurs et 162 vérificateurs. Ainsi, pour cette évaluation, 5 principes (100%), 30 indicateurs (46%) et 85 vérificateurs (52%), ont été pris en compte.

Cette mission a couvert la période de janvier 2022 à mars 2023.

Le chronogramme des activités réalisées est présenté en **Annexe 1** du présent rapport.

I. EVALUATION DE L'APPLICATION DE LA LOI ET DE LA GOUVERNANCE FORESTIERES PAR LA DDEF-KOUILOU (DDEF-K)

1.1. Capacités opérationnelles de la DDEF-K

Les capacités financières, matérielles et humaines de la DDEF-KOUILOU sont résumées dans le tableau 1.

Tableau 1: Capacités opérationnelles de la DDEF-K en 2022 et 2023

Années	2022	2023
Véhicules en bon état /moyen	01	01
Véhicules en mauvais état	01	01
Motos en bon état	01	01
Motos en mauvais état	00	00
Moteurs hors-bords en bon état	00	00
Moteurs hors-bords en mauvais état	00	00
Nombre total d'agents	53	53
Nombre d'agents techniciens forestiers	32	32
Brigades de contrôle	5	5
Postes de contrôle	03	03
Montants budgets Etat et Fonds Forestier reçus par la DDEF-K (FCFA)	5.000.000	00

Source : DDEF-K

De l'analyse des données collectées (Checklist, PATB), il ressort qu'en 2022 la DDEF-K n'avait reçu que 5 000 000 FCFA sur le budget prévisionnel de 75 602 000 FCFA soit un taux de décaissement de 7%. En 2023, sur les 75 602 000 FCFA attendus, jusqu'au passage de la mission, en mars 2023, la DDEF-K n'avait reçu aucun franc.

A titre d'illustration, en 2022, sur 16 missions d'inspection de chantier attendues seules 04 ont été réalisées. Au cours du 1^{er} trimestre de 2023, sur un total de 04 missions attendues, aucune n'a été réalisée, faute de moyen financier.

De même, la quasi-totalité des moyens roulant dont dispose la DDEF-K est en mauvais état et les ressources humaines sont insuffisantes.

Cette insuffisance de moyens financiers, matériels et humains ne permet pas à la DDEF-K de réaliser efficacement les missions qui lui sont assignées.

Au regard de ce qui précède, l'OI recommande que :

- Les ministères de l'économie forestière et des finances rendent disponible les fonds alloués à la DDEF-K ;
- Le ministère de l'économie forestière renforce les capacités opérationnelles (matérielle et humaine) de la DDEF-K.

1.2. Suivi de l'application des dispositions légales et réglementaires par la DDEF-K

1.2.1. Disponibilité des documents à la DDEF-K

Sur les 58 types de documents demandés, 44 ont été collectés et 09 non-applicables, soit un taux de disponibilité de 90% (Annexe 2).

1.2.2. Analyse des documents collectés

L'analyse des documents collectés a porté sur les points ci-dessous :

- Enregistrement régulier des usagers de la forêt et du bois ;
- Respect des procédures de délivrance des autorisations de coupe ;
- Evaluation des missions réalisées par la DDEF-K et analyse des rapports ;
- Suivi du contentieux par la DDEF-K ;
- Suivi du recouvrement des taxes forestières par la DDEF-K.

1.2.2.1. Enregistrement régulier des usagers de la forêt et du bois

La DDEF-K ne dispose pas la totalité de copies de cartes d'identité professionnelle et des certificats d'agrément des usagers de la forêt et du bois évoluant dans son département. En effet, sur les 4 sociétés forestières œuvrant dans ce département, la DDEF-K ne dispose que d'une copie du certificat d'agrément de la société AFRIWOOD Industrie.

L'OI recommande que, la Direction Générale de l'Economie Forestière (DGEF) transmette à la DDEF-K les copies des certificats d'agrément des usagers évoluant dans ce département.

1.2.2.2. Respect des procédures de délivrance des autorisations de coupe

De l'analyse des autorisations de coupe, permis spéciaux et des procédures de leur délivrance, il ressort:

- **Octroi en 2023 à la société CITB-QUATOR (UFE Nanga) d'un nombre de pieds de Bilinga supérieur à celui restant à abattre**

Pour l'ACA 2022, la société CITB-QUATOR a bénéficié de 25 pieds de Bilinga. En fin d'année, 3 pieds de Bilinga ont été abattus et 22 restaient à abattre. Cependant, l'OI a relevé que dans l'autorisation d'achèvement de cette coupe en 2023, la DDEF-K a autorisé la société à abattre 25 pieds de Bilinga au lieu de 22 pieds, soit 3 pieds de plus.

Ces autorisations ne sont pas conformes à la réglementation en vigueur.

L'OI recommande que la DDEF-K, respecte les procédures de délivrance des autorisations, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

1.2.2.3. Evaluation des missions réalisées par la DDEF-K

1.2.2.3.1. Typologie des missions réalisées par la DDEF-K

En 2022, la DDEF-K a réalisé les missions suivantes :

- ✓ 08 missions d'évaluation des coupes annuelles 2022 des sociétés forestières AFRIWOOD INDUSTRIES, EMERSON BOIS, COTRANS et CITB-Quator.
- ✓ 01 mission d'expertise de la coupe annuelle 2023 de la société forestière AFRIWOOD INDUSTRIES ;
- ✓ 04 missions d'inspection de chantier des sociétés forestières AFRIWOOD INDUSTRIES, EMERSON BOIS, COTRANS et CITB Quator.
- ✓ 01 mission de contrôle du PS n°205/MEF/DGEF/DVRF de mars 2022 ;
- ✓ 01 mission de reconnaissance de la zone à déboiser de la société COMINCO SA

De janvier 2023 jusqu'au passage de la mission en mars 2023, aucune mission n'a été réalisée par la DDEF-K.

1.2.2.4. Suivi du contentieux par la DDEF-K

1.2.2.4.1. Recouvrement des amendes

En 2022, la DDEF-K a dressé 71 PV de constat d'infractions, pour lesquels 64 actes transactions ont été établis, pour un montant global de 83 552 350 FCFA, seuls 5 295 000 FCFA ont été recouvrés, soit 6%/. Les 7 autres PV ont été transmis à la DGEF pour compétence.

En 2023, de janvier en mars, aucun PV de constat d'infraction n'a été dressé.

L'OI recommande que la DDEF-K use des moyens de pression administrative afin de contraindre les contrevenants de s'acquitter de leurs amendes.

1.2.2.4.2. Analyse du contentieux

Il ressort de l'analyse du contentieux, les observations suivantes :

→ **Absence de suite aux majorations de 30% des taxes forestières non payées**

En 2022, la DDEF-K a procédé à la majoration de 30% des taxes forestières non payées à l'échéance convenue avec les sociétés CITB-QUATOR, AFRIWOOD et COTRANS. (Cf. Tableau ci-dessous)

Tableau 4 : proposition de transaction par la DDEF-K

Sociétés	Référence PV	Montant transigé	Montant majoré de 30%
CITB-QUATOR	N°048 du 31/08/2022	87 500 258	89 351 938
AFRIWOOD INDUSTRIE	N°049 du 1 ^{er} /09/2022	139 024 990	139 336 485
COTRANS	N°050 du 1 ^{er} /09/2022	357 194 227	642 949 699
Total		583 719 475	871638122

Source : DDEF-K

Par lettre n°595/MEF/DGEF/DDEF-K-SF du 23/12/2022, la DDEF-K a transmis le dossier à la DGEF pour compétence. Cependant, l'OI a relevé que 3 mois après transmission de ce dossier, aucune suite n'a été donnée par la DGEF.

→ Mauvaise application de l'article 232 du code forestier

Dans le PV n°55 du 21 septembre 2022 dressé contre la société Cotrans pour non-exécution des engagements suivants :

- Construction d'une base vie ;
- Construction d'une infirmerie ;
- Construction d'un économat ;
- Construction d'une case de passage meublée et équipée ;
- Construction d'un système d'adduction d'eau potable ;
- Livraison de 500 litres de gazoil à DDEF-K
- Contribution à l'achat des uniformes des agents des eaux et forêts à hauteur 5 000 000 FCFA ;
- Fourniture des médicaments au CSI de Louvoulou : 3 000 000 FCFA ;
- Livraison d'une moto tout terrain de type Yamaha 125 à la DGEF ;
- Entretien permanent de la route Louvoulou-Lac Kitina ;

La DDEF-K a sanctionné cette infraction sur le fondement des dispositions de l'article 232 du code forestier qui stipulent que : «Les titulaires de conventions qui n'auront pas respecté tout ou partie des obligations contenues dans le cahier des charges particulier seront punis d'une amende correspondant à 100% de la valeur de l'obligation non exécutée » et a fixé l'amende à 8 000 000 FCFA.

Cependant, l'OI a constaté que sur les 10 obligations non-exécutées, la DDEF-K n'a sanctionné que 2 : « la contribution à l'achat des uniformes des agents des eaux et forêts et la fourniture des médicaments au CSI de Louvoulou ».

Point de la DDEF-K : la difficulté dans l'application de cet article réside sur les charges conventionnelles non chiffrées.

→ Non application de l'article 232 du code forestier

Dans le PV n°60 du 26 décembre 2022 établi contre la société CITB-Quator pour « non-respect des obligations contenues dans le cahier des charges particulier », particulièrement :

- Livraison de 6 895 litres de gasoil à la DDEF prévues au titre de 2018 à 2022 ;
- Entretien des trancons de route Tchizalamou ; Mboukou-Massi, Tchisseka-Mbouyou, Tchizamou-Nkola,
- Livraison d'une moto tout terrain de type Yamaha 125 à la DGEF au titre de l'année 2005 ;
- Livraison d'une radiophonie à la DGEF au titre de l'année 2005 ;
- Construction d'une case de passage pour les agents des eaux et forêts ;
- Construction de la base-vie

- Mise en place de l'USLAB.

Pour réprimer ladite infraction, l'acte de transaction n°60 du 27 décembre 2022 n'a fixé aucune amende. En effet, il précise simplement que « *La République du Congo s'engage à cesser toute poursuite contre la société CITB-Quator à l'occasion de l'infraction ci-dessus citée, dès l'exécution supplémentaire à 100% de la valeur des obligations non exécutées* ».

De ce qui précède l'OI-APV FLEGT recommande que la :

- DGEF, diligente l'aboutissement de ces transactions et en notifie les contrevenants ;
- DDEF-K, applique scrupuleusement les dispositions de l'article 232 du code forestier.

1.2.2.5. Suivi du recouvrement des taxes

1.2.2.5.1. Recouvrement des taxes

→ Taux de recouvrement et transmission

L'analyse des informations disponibles (moratoires de paiement de la taxe de superficie, notification de la taxe d'abattage et taxe de déboisement, déclaration de recette et lettres de transfert de fonds) à la DDEF-K sur le paiement des taxes forestières (abattage, superficie et déboisement), montre que :

- Au 31 décembre 2022, l'endettement¹ des taxes forestières (abattage, superficie et déboisement) s'élevait à 1 637 666 392 FCFA pour les sociétés en activités et à 407 176 521 FCFA pour les sociétés en arrêt d'activités notamment TRABEC, FORALAC, COFIBOIS et GLOBAL WOOD. Des 1 637 666 392 FCFA attendus, 4 011 136 FCFA recouvrés soit un recouvrement de 0,24% ;
- De janvier à mars 2023, les moratoires de paiement de la taxe de superficie 2023 n'étaient pas encore signés et la taxe d'abattage n'était pas encore calculée.

L'OI recommande que la DDEF-K :

- Utilise des moyens administratifs pour mettre la pression aux sociétés afin qu'elles s'acquittent de leurs taxes dues.
- Diligente la signature des moratoires de paiement de la taxe de superficie 2023 et la notification de la taxe d'abattage.

¹ Source : Rapport annuel DDEF-K

I. RESPECT DES DISPOSITIONS LEGALES ET REGLEMENTAIRES PAR LES SOCIETES FORESTIERES VISITEES

1. SOCIETE AFRIWOOD INDUSTRIE (UFE NKOLA)

1.1.Présentation de l'UFE Nkola

Le tableau ci-après présente l'unité forestière d'exploitation (UFE) Nkola, située dans l'UFA Sud 2 (Kayes) de la zone III Kouilou du secteur forestier Sud, département du Kouilou.

Tableau 5 : Présentation de l'UFE Nkola

UFE	Nkola
Superficie total (ha)	188 406
Superficie série de production (ha)	NA
Société - détentrice du titre	AFRIWOOD INDUSTRIE
Sous-traitant (le cas échéant)	NA
N° et date Arrêté de la convention	N°3027/MEFDD/CAB du 06/04/2016
N° et date Avenant à la Convention	NA
Date de fin de la Convention	05/04/2031
Type de convention (CAT/CTI)	CAT
Plan d'aménagement prévu (oui / non)	OUI
Date - signature protocole (dd/mm/aa)	
Etape du processus d'élaboration du plan d'aménagement	Traitement de données
Type d'autorisation de coupe (AC)	ACA 2023
Durée de validité AC (ans/mois)	12 mois
Nombre de pieds autorisés	12 864
Volume autorisé (m3)	77.861
Superficie de l'AC (ha)	4.743
USLAB (oui/non)	Non
Certification/ Type	NA

1.2.Disponibilité des documents.

Sur les 69 types de documents demandés ,30 ont été collectés et 12 non-applicables, soit un taux de disponibilité de 53% (Annexe 3).

1.3.Evaluation de la conformité de la société.

L'évaluation s'est basée sur la grille de légalité APV FLEGT, des bois provenant des forêts naturelles au Congo. De cette évaluation, il ressort :

1.3.1. Existence légale

L'OI a reçu de la société AFRIWOOD INDUSTRIES, le Registre du commerce, du crédit mobilier (RCCM), l'autorisation d'exercice des activités commerciales, l'Attestation d'immatriculation à la CNSS, la Déclaration d'existence, le certificat d'agrément et la carte d'identité professionnelle d'exploitant forestier.

Ce qui est conforme aux indicateurs :

- 1.1.1 : « L'entreprise est régulièrement enregistrée auprès des administrations économiques, fiscales et judiciaires » ;
- 1.1.2 : « L'entreprise est régulièrement enregistrée auprès de la sécurité sociale et de l'administration du travail » ;
- 1.1.3 : « L'entreprise est régulièrement enregistrée auprès de l'administration forestière ».

1.3.2. Titres d'exploitation et des autorisations

→ Titres d'exploitation

La société AFRIWOOD INDUSTRIE est détentrice d'une convention d'aménagement et de transformation, N°5/ MEFDD/CAB/DGEF, du 06/04/2016, approuvée par Arrêté N°3027/MEF/CAB de la même date, d'une validité de 15 ans. Ceci est conforme à l'indicateur 2.1.2: « L'entreprise détient un titre d'exploitation en cours de validité ».

→ Autorisations périodiques

Les autorisations d'achèvement de la coupe annuelle 2022, telle qu'analysée dans la section 1.2.3 (respect de délivrance des autorisations de coupe) est non conforme à l'indicateur 2.2.1 : « Toutes les étapes aboutissant à la délivrance des autorisations d'installation, de coupe annuelle, d'achèvement et de vidange sont respectées ».

1.3.3. Droits des communautés locales, populations autochtones et des travailleurs.

→ Non-respect des obligations du cahier de charges particulier vis-à-vis des CLPA

L'exécution des obligations du cahier de charges particulier, telle qu'analysée dans la section 1.2.2.4.2 (analyse du contentieux), est non conforme à l'indicateur 3.2.2 : « L'entreprise respecte ses engagements vis-à-vis des populations locales et autochtones ».

→ Respect de la liberté syndicale

En raison de la trêve depuis 2016 interdisant le vote des corps syndicaux par conséquent l'installation des structures syndicales dans les chantiers forestiers a été prohibée.

L'indicateur 3.4.1 : « L'entreprise garantit la liberté et les moyens légaux et réglementaires de l'activité syndicale » est non applicable.

→ **Non-respect des obligations du cahier de charges particulier relatives aux droits sociaux des travailleurs**

L'OI a constaté que la société Afriwood a une base vie pour ses travailleurs comprenant une infirmerie, un économat, une école et un plan de formation pour ses travailleurs. Ceci est conforme à l'indicateur 3.5.1 : « L'entreprise respecte ses engagements vis-à-vis de ses partenaires sociaux ».

→ **Conformité des relations entre l'entreprise et ses employés**

La société Afriwood dispose d'un registre de l'employeur à jour, des preuves de transmission de contrats des travailleurs auprès de l'administration du travail. Elle déclare annuellement les salaires et verse les cotisations sociales à la CNSS.

Ceci est conforme à l'indicateur 3.5.2 : "Les relations entre l'entreprise et ses employés sont formalisées conformément aux dispositions du code de travail et du code de sécurité sociale".

→ **Non-conformité de la procédure de rémunération des travailleurs**

Les travailleurs de la société Afriwood accusent un retard de cinq 5 mois de salaires au passage de la mission. Les salaires sont payés sur la base d'un bulletin et conforme au SMIG (salaire minimum interprofessionnel garanti) et aux catégories professionnelles de la convention collective des entreprises forestières.

Le non-paiement des salaires dans les délais règlementaires (8 jours après le mois) est une faute. Ceci est non conforme à l'indicateur 3.5.3 : « l'entreprise rémunère ses travailleurs conformément à la législation et à la réglementation du travail et à la convention collective en vigueur ».

→ **Non -conformité des conditions de sécurité et de santé au travail**

La société AFRIWOOD n'a pas de comité d'hygiène santé et sécurité au travail. Les travailleurs ne sont pas dotés en EPI (équipement de protection individuel). Ceci est une non-conformité à l'indicateur 3.5.4 : « Les conditions de sécurité et de santé des travailleurs sont conformes à la législation et réglementation en vigueur ».

1.3.4. Environnement, Aménagement, Exploitation forestière, Transformation du bois et Fiscalité

1.3.4.1. Environnement

- **Non-respect des procédures de réalisation de l'étude d'impact environnemental et social (EIES)**

La société Afriwood n'a pas réalisée une étude d'impact environnemental et social pour ses activités d'exploitation et de transformation. Ceci est non conforme à l'indicateur 4.1.1: « les procédures de réalisation des études d'impacts sur l'environnement sont respectées ».

- Respect des mesures visant à protéger la santé publique

La société Afriwood a construit un dispensaire pour ses travailleurs et leur famille. Ceci est non conforme à l'indicateur 4.1.3 : « Les mesures visant à protéger la santé publique, l'assainissement des bases-vies et des sites industriels sont respectées ».

- Elimination non réglementaire des déchets

La société AFRIWOOD n'a pas de procédure de gestion des déchets. Les déchets (huiles usagées, filtres souillés, pneumatiques usagés, batterie...) ne sont ni ne suivis et ni éliminés conformément aux dispositions réglementaires. Ceci est une non-conformité à l'indicateur 4.2.1: « l'entreprise traite les déchets résultant de ses activités selon les prescriptions légales et réglementaires ».

- Non-respect des engagements relatifs à la protection de la faune et à la lutte anti-braconnage.

La société Afriwood n'a pas une Unité de Surveillance et de Lutte Anti-Braconnage (USLAB). L'absence de l'USLAB est une infraction prévue et punie par les articles 90 et 232 de la loi 33-2020 portant code forestier et une non-conformité à l'indicateur 4.2.2: « L'entreprise respecte ses engagements relatifs à la protection de la faune et à la lutte anti-braconnage ».

1.3.4.2. Exploitation forestière

Sur le terrain, les investigations se sont déroulées dans l'achèvement de la coupe annuelle 2022 et ont révélé les observations suivantes :

→ Entretien du layon limitrophe

Le layon limitrophe entre les coupes annuelles 2021 et 2022 est entretenu. Ceci est conforme à l'indicateur 4.4.1: « Les cartes forestières ont été réalisées selon les normes validées par l'administration forestière et les limites prévues sur les cartes sont matérialisées et régulièrement entretenues sur suivant la réglementation en vigueur »

→ Respect des règles d'ouverture des routes :

Les routes sont planifiées et ouvertes selon la réglementation en vigueur. Ceci est conforme à l'indicateur 4.5.1 : « Le réseau routier est planifié, cartographié et ouvert selon les prescriptions réglementaires et le plan d'aménagement ».

→ Respect des limites

L'ouverture et la matérialisation des limites sont effectives et la société n'exploite pas hors limites. Ceci est conforme à l'indicateur 4.4.2 : « L'entreprise mène toutes ses activités d'exploitation de bois à l'intérieur de sa concession et dans les limites de ses assiettes de coupe annuelle ».

→ Respect du marquage :

Le marquage des souches, fûts, culées et billes est effectif. Ceci est conforme à l'indicateur 4.6.2 : « les souches, les fûts et les grumes sont marqués selon la réglementation forestière en vigueur ».

→ Tenue documentaire :

Les documents de chantier de AFRIWOOD sont bien tenus. En effet, les carnets de chantier et de feuille, la carte d'exploitation, les états de production mis à la disposition de l'OI, sont mis à jour

et ne portent ni rature ni surcharge. Ceci est conforme à l'indicateur 4.6.3 : « Les documents de chantier et de transport des bois sont remplis et mis à jour régulièrement ».

1.3.4.3. Transformation du bois

La société AFRIWOOD dispose d'un Lucas Mill et d'une scierie à Mengo (Pointe-Noire) dans le département du Kouilou. Elle tient des registres entrés en usine et de production. Ceci est conforme à l'indicateur 4.8.2 : « L'unité de transformation est mise en place conformément aux dispositions réglementaires ».

1.3.4.4. Fiscalité

→ Paiement des taxes forestières

L'analyse des informations disponibles (moratoires de paiement de la taxe de superficie, notification de la taxe d'abattage et taxe de déboisement, déclaration de recette, lettres de transfert de fonds, rapport annuel 2022) à la DDEF-K et à la société montre, qu'au passage de la mission, AFRIWOOD est redevable de 931 389 890FCFA réparties comme suit :

- TA (598 512 477FCFA) ;
- TS (329 769 173FCFA) ;
- TD (3 108 240FCFA).

Ceci est une non-conformité à l'indicateur 4.11.1 : « L'entreprise règle les redevances et taxes en matière forestière dans les délais prescrits ».

***Point de vue de la société :** elle a signé avec le gouvernement congolais des conventions de construction de route et les frais de ces constructions sont compensés avec les taxes forestières.*

→ Transmission du bilan annuel dans les délais réglementaires

La société AFRIWOOD a transmis le bilan de l'exercice de l'année 2021 à l'administration forestière. Ceci est conforme à l'indicateur 4.10.3 : « l'entreprise transmet, dans les délais prescrits, à l'administration fiscale le bilan de son activité pour l'année écoulée ».

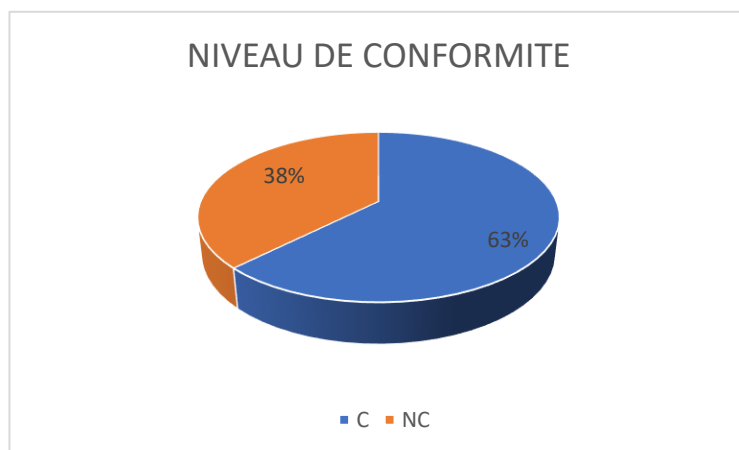
1.3.5. Transport du bois

Les véhicules qui transportent le bois de la société AFRIWOOD ont des cartes grises et sont assurés. Le bois transporté porte les marques de la société. Ceci est conforme aux indicateurs :

- 5.1.1 : « Les différents moyens de transport des produits forestiers sont enregistrés et immatriculés auprès des services compétents ».
- 5.2.1 : « Les bois transportés par l'entreprise portent des marques conformes à la réglementation en vigueur et permettent leur traçabilité depuis leur lieu d'abattage ».

1.3.6. Synthèse des performances de conformité aux indicateurs de l'APV

Sur 31 indicateurs vérifiés au niveau de la société AFRIWOOD, dont 6 non-applicables, il ressort que



la société a un taux de conformité de 63%.

Figure 1 : Niveau de conformité de la société AFRIWOOD

De ce qui précède l’OI -APV FLEGT recommande que l’administration forestière ouvre une procédure contentieuse contre AFRIWOOD pour non-paiement dans les délais prescrits des taxes forestières dues.

II.2. SOCIETE EMERSON BOIS (UFE BOUBISSI)

.1. Présentation de l’UFE Boubissi

Le tableau ci-après présente l’unité forestière d’exploitation (UFE) Boubissi située dans l’unité forestière d’aménagement (UFA) sud 1 Pointe-Noire.

Tableau 3 : Présentation de l’UFE Boubissi

UFE	EMERSON BOIS
Superficie total (ha)	152 772
Superficie série de production (ha)	NA
Société - détentrice du titre	EMERSON BOIS
Sous-traitant (le cas échéant)	NA
N° et date Arrêté de la convention	N°15956/MEF/CAB du 10 septembre 2019
N° et date Avenant à la Convention	NA
Date de fin de la Convention	09 septembre 2034
Type de convention (CAT/CTI)	CAT
Plan d'aménagement prévu (oui / non)	OUI
Date - signature protocole (dd/mm/aa)	
Etape du processus d'élaboration du plan d'aménagement	Aucune initiative
Type d'autorisation	Evacuation
Durée de validité (ans/mois)	03 mois
Nombre de pieds autorisés (fûts)	36 non débardés 85 cubés non tronçonnés 414 billes sur parc
Volume autorisé (m3) (fûts)	179,75 637,925 1179,616
Superficie de l'AC (ha)	NA
USLAB (oui/non)	NON
Certification/Type	NA

.2. Disponibilité et analyse des documents.

Sur les 69 types de documents demandés, 24 ont été collectés et 12 non-applicables, soit un taux de disponibilité de 42%. (Annexe 3)

.3. Evaluation de la conformité de la société.

L'évaluation s'est basée sur la grille de légalité APV FLEGT, des bois provenant des forêts naturelles au Congo. De cette évaluation, il ressort :

.3.1. Existence légale

La société EMERSON BOIS a le Registre du commerce, du crédit mobilier (RCCM), l'autorisation d'exercice des activités commerciales, l'Attestation d'immatriculation à la CNSS, la Déclaration d'existence, ce qui est conforme aux indicateurs :

- 1.1.1 : « L'entreprise est régulièrement enregistrée auprès des administrations économiques, fiscales et judiciaires » ;
- 1.1.2 : « L'entreprise est régulièrement enregistrée auprès de la sécurité sociale et de l'administration du travail »

Elle n'a pas le certificat d'agrément et la carte d'identité professionnelle d'exploitant forestier, ce qui est une non-conformité à l'indicateur 1.1.3 « L'entreprise est régulièrement enregistrée auprès de l'administration forestière ».

.3.2. Titres d'exploitation et des autorisations

→ Titres d'exploitation

La société EMERSON BOIS est détentrice d'une convention d'aménagement et de transformation, N°004/ MEF/CAB/DGEF/DF-SGF, du 10/09/2019, approuvée par Arrêté N°15956/MEF/CAB de la même date d'une validité de 15 ans. Ce titre est conforme à l'indicateur 2.1.2 : « L'entreprise détient un titre d'exploitation en cours de validité ».

→ Autorisations périodiques

EMERSON BOIS est détentrice d'une autorisation d'évacuation des bois non sortis à l'échéance de l'autorisation de coupe annuelle 2022.

Cette autorisation a été octroyée dans le respect des procédures de délivrance des autorisations de coupe, ce qui est conforme à l'indicateur 2.2.1 : « Toutes les étapes aboutissant à la délivrance des autorisations d'installation, de coupe annuelle, d'achèvement et de vidange sont respectées ».

.3.3. Droits des communautés locales, populations autochtones et des travailleurs.

→ Non- réalisation du cahier de charges particulier vis-à-vis des CLPA

Au passage de la mission de l'OI en 2021, la société devait réaliser 14 obligations du cahier de charges particulier, au titre de la contribution au développement socioéconomique et l'équipement de l'administration. Les preuves de réalisation de ces obligations reprises en annexe 5 n'ont pas été fournies. Cette situation n'a pas changé en 2023.

La non-réalisation de ces obligations constitue une infraction prévue et punie par l'article 232 de la loi 33-2020 portant code forestier et une non-conformité à l'indicateur 3.2.2 : « L'entreprise respecte ses engagements vis-à-vis des populations locales et autochtones ».

→ Non-respect des obligations du cahier de charges particulier relatives aux droits sociaux des travailleurs

La société EMERSON Bois s'est engagée à construire la base vie en matériaux durables, électrifiés et dotée d'une antenne parabolique, d'une infirmerie, d'un économat, d'une école et d'un système d'adduction d'eau potable. Jusqu'au passage de la mission de l'OI en 2021 ces engagements n'ont pas été respectés. La situation n'a toujours pas changé en 2023.

Ces faits constituent une infraction prévue et punie par l'article 232 de la loi 33-2020 portant code forestier et sont non conformes à l'indicateur 3.5.1 : « L'entreprise respecte ses engagements vis-à-vis de ses partenaires sociaux ».

→ Non-conformité des relations entre l'entreprise et ses employés

La société EMERSON Bois dispose du registre de l'employeur, des contrats des travailleurs visés par l'administration du travail, des déclarations des salaires ainsi que les preuves de versement des cotisations sociales à la CNSS. Ceci est conforme à l'indicateur 3.5.2 : "Les relations entre l'entreprise et ses employés sont formalisées conformément aux dispositions du code de travail et du code de sécurité sociale".

→ **Conformité de la procédure de rémunération des travailleurs**

La société EMERSON paie régulièrement ses travailleurs sur la base d'un bulletin. Le salaire est conforme au SMIG (Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti) et aux catégories professionnelles de la convention collective des entreprises forestières. Ceci est conforme à l'indicateur 3.5.3 : « l'entreprise rémunère ses travailleurs conformément à la législation et à la réglementation du travail et à la convention collective en vigueur ».

→ **Non-conformité des conditions de sécurité et de santé au travail**

Jusqu'au passage de la mission de l'OI en 2021 (cagdf.org/Publication/Rapports/Rapports 2022/Rapport 02 Kouilou-CAGDF 11^e FED), la société EMERSON Bois n'avait pas mise en place son comité d'hygiène santé et sécurité au travail et n'assurait pas la dotation des EPI (équipement de protection individuel) aux travailleurs. Cette situation n'a pas changé en 2023. Ceci est une non-conformité à l'indicateur 3.5.4 : « Les conditions de sécurité et de santé des travailleurs sont conformes à la législation et réglementation en vigueur ».

.3.4. Environnement, Aménagement, Exploitation forestière, Transformation du bois et Fiscalité.

.3.4.1. Environnement

→ **Absence de l'étude d'impact environnemental et social (EIES)**

La société EMERSON Bois ne dispose pas d'une étude d'impact pour ses activités. Ceci est non conforme à l'indicateur 4.1.1 : « les procédures de réalisation des études d'impacts sur l'environnement sont respectées ».

→ **Non- respect des mesures visant à protéger la santé publique**

La société EMERSON Bois a construit un centre médico-social pour ses travailleurs et leur famille mais n'est pas opérationnel. Ceci est non conforme à l'indicateur 4.1.3 « : Les mesures visant à protéger la santé publique, l'assainissement des bases-vies et des sites industriels sont respectées ».

→ **Elimination non réglementaire des déchets**

Les déchets (huiles usagées, filtres souillés, pneumatiques usagés, batterie...) d'EMERSON BOIS, ne sont pas traités conformément aux dispositions des articles 49, 53 et 54 de la loi 003/1991, portant

protection de l'environnement. Ceci est non conforme à l'indicateur 4.2.1 : « l'entreprise traite les déchets résultant de ses activités selon les prescriptions légales et réglementaires ».

→ Respect des engagements relatifs à la protection de la faune et à la lutte anti-braconnage.

La société EMERSON BOIS ne dispose pas d'une USLAB.

Cette absence de l'USLAB est une infraction prévue et punie par les articles 90 et 232 de la loi 33-2020 et une non-conformité à l'indicateur 4.2.2 : « L'entreprise respecte ses engagements relatifs à la protection de la faune et à la lutte anti-braconnage ».

.3.4.2. Exploitation forestière

Les investigations menées dans la coupe annuelle 2022 ont révélé les observations suivantes :

→ Entretien du layon limitrophe

La société EMERSON BOIS entretient les layons limitrophes de la coupe annuelle 2022. Ceci est conforme à l'indicateur 4.4.1 : « Les cartes forestières ont été réalisées selon les normes validées par l'administration forestière et les limites prévues sur les cartes sont matérialisées et régulièrement entretenues suivant la réglementation en vigueur ».

→ Respect des limites

La société EMERSON BOIS n'exploite pas hors limites. Ceci est conforme à l'indicateur 4.4.2 : « L'entreprise mène toutes ses activités d'exploitation de bois à l'intérieur de sa concession et dans les limites de ses assiettes de coupe annuelle ».

→ Respect des règles d'ouverture des routes :

La société EMERSON BOIS planifie et ouvre ses routes selon la réglementation en vigueur. Ceci est conforme à l'indicateur 4.5.1 : « Le réseau routier est planifié, cartographié et ouvert selon les prescriptions réglementaires et le plan d'aménagement »

→ Respect du marquage :

La société EMERSON BOIS marque les souches, fûts, culées et billes selon la réglementation en vigueur. Ceci est conforme à l'indicateur 4.6.2 : « les souches, les fûts et les grumes sont marqués selon la réglementation forestière en vigueur ».

→ Tenue documentaire :

Les documents de chantier de EMERSON BOIS sont bien tenus. Ceci est conforme à l'indicateur 4.6.3 : « Les documents de chantier et de transport des bois sont remplis et mis à jour régulièrement ».

.3.4.3. Transformation du bois

La société EMERSON BOIS dispose d'une unité de transformation industrielle de bois installée au village Tchivala. Ceci est conforme à l'indicateur 4.8.2 : « L'unité de transformation est mise en place conformément aux dispositions réglementaires ».

.3.4.4. Fiscalité

→ Paiement des taxes forestières

L'analyse des informations disponibles (moratoires de paiement de la taxe de superficie, notification de la taxe d'abattage et taxe de déboisement, déclaration de recette, lettres de transfert de fonds, rapport annuel 2022) à la DDEF-K et à la société montre, qu'au passage de la mission, la société EMERSON BOIS est redevable de 227 081 454 FCFA répartie comme suit :

- Taxe d'abattage=76 461 432FCFA
- Taxe de superficie =149 082 442FCFA
- Taxe de déboisement=1 537 580FCFA

Ceci est une non-conformité à l'indicateur 4.11.1 : « L'entreprise règle les redevances et taxes en matière forestière dans les délais prescrits ».

→ Transmission du bilan annuel dans les délais réglementaires

La société EMERSON BOIS n'a pas transmis le bilan de l'exercice de l'année 2021 à l'administration forestière. Ceci est non conforme à l'indicateur 4.10.3 : « l'entreprise transmet, dans les délais prescrits, à l'administration fiscale le bilan de son activité pour l'année écoulée ».

Ces faits constituent l'infraction « non transmission dans les délais des informations relatives à l'entreprise », prévue et punie par l'article 216 du code forestier du 8 juillet 2020.

3.2.5 Transport du bois

Les véhicules qui transportent le bois de la société EMERSON BOIS ont des cartes grises et sont assurés. Le bois transporté porte les marques de la société. Ceci est conforme aux indicateurs :

- 5.1.1 : « Les différents moyens de transport des produits forestiers sont enregistrés et immatriculés auprès des services compétents ».
- 5.2.1 : « Les bois transportés par l'entreprise portent des marques conformes à la réglementation en vigueur et permettent leur traçabilité depuis leur lieu d'abattage ».

.3.5. Synthèse des performances de conformité aux indicateurs de l'APV

Sur 31 indicateurs vérifiés au niveau de la société EMERSON, dont 6 non-applicables, il ressort que la société a un taux de conformité de 56%.

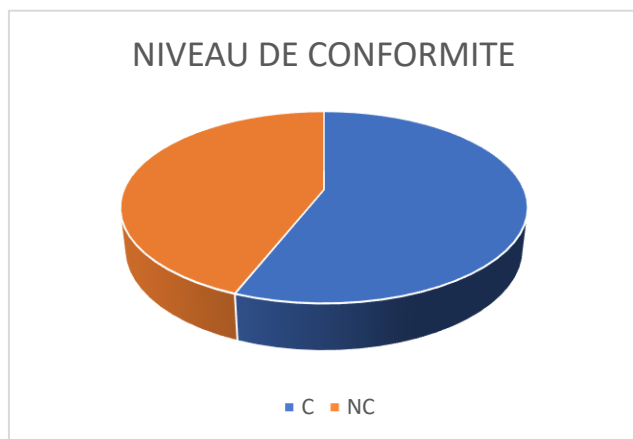


Figure 2 : Niveau de conformité de la société EMERSON BOIS

De ce qui précède l’OI- APV FLEGT recommande que la DDEF-K ouvre des procédures contentieuses contre EMERSON BOIS pour :

- Non- réalisation du cahier de charges particulier ;
- Absence de l’USLAB ;
- Non transmission dans les délais des informations relatives à l’entreprise (bilan de l’exercice de l’année 2022) ;
- Non-paiement dans les délais prescrits des taxes forestières dues.

ANNEXES

Dates	Activités à réaliser	Personnes rencontrées	Fonctions
12/03/2023	Route Brazzaville-Pointe-Noire + Prise de contact DDEF-K	Renaud KIYENGUE	DDEF-K
13/03/2023	Présentation de la mission DDEF- Kouilou + Sociétés Afriwood, Emerson-Bois, CFF-BI + Collecte documentaire	Renaud KIYENGUE Arnand DIAMVINZA	DDEF-K Directeur Administratif
14/03/2023	Collecte de documents DDEF-K	Renaud KIYENGUE	DDEF-K
15/03/2023	Collecte documentaire Afriwood, Emerson-Bois et CFF-BI	Arnand DIAMVINZA Andoche ZOUNGOUDI	Directeur Administratif DRH
16/03/2023	Collecte documentaire Afriwood, Emerson-Bois et CFF-BI	Arnand DIAMVINZA Andoche ZOUNGOUDI	Directeur Administratif DRH
17/03/2023	Route PNR – Nkola + Présentation de la mission	Serges MOUAMBAMA	Chef de chantier
18/03/2023	Collecte documents de terrain Afriwood	Serges MOUAMBAMA	Chef de chantier
19/03/2023	Analyse Documentaire		
20/03/2023	Terrain Afriwood	Serges MOUAMBAMA	Chef de chantier
21/03/2023	Terrain Afriwood	Serges MOUAMBAMA	Chef de chantier
22/03/2023	Compte rendu + Route Emerson-Bois + Présentation de la mission	Serges MOUAMBAMA Andoche ZOUNGOUDI	Chef de chantier DRH
23/03/2023	Collecte documentaire	Andoche ZOUNGOUDI	DRH
24/03/2023	Terrain Société Emerson-Bois	Andoche ZOUNGOUDI	DRH
25/03/2023	Compte rendu Société Emerson- Bois+ Route PNR	Andoche ZOUNGOUDI	DRH
26/03/2023	Rédaction compte rendu		
27/03/2023	Compte rendu DDEF-K	Renaud KIYENGUE Justice MABANZA	DDEF-K Chef de Service Forêt PI
28/03/2023	Route PNR-Madingou + Présentation de la mission+ Collecte documentaire	Annick GAMANTAGY GOPO DONGOU	DDEF-BO

Annexe 1: Chronogramme de la mission

Annexe 2 : Documents demandés et collectés auprès de la DDEF-Kouilou

N°	Type de documents	Disponibilité (OUI/NON)	Commentaires
----	-------------------	----------------------------	--------------

OI-APV FLEGT/P4/EN/09/03

		2022	2023	
1	Procès-verbal de constat d'infraction en matière forestière	OUI		
2	Actes de transaction en matière forestière	OUI		
3	Registre des PV	OUI		
4	Registre des Transactions	OUI		
5	Moratoire/protocole d'accord portant échéancier de paiement des arriérés des transactions	OUI		
6	Lettre de rappel de paiement des transactions	OUI	OUI	
7	Lettre de transfert des fonds au Fonds forestier	OUI	OUI	
9	Preuves de paiement des transactions et taxes forestières (abattage, déboisement et superficie) (copie de reçu et chèques)	OUI		
10	Déclaration de recette	OUI		
11	Carnet de chantier	OUI		
12	Etat de production mensuelle des pieds fûts et billes	OUI	OUI	
13	Etats de production annuelle par société	OUI	OUI	
14	Etat de calcul mensuel de la taxe d'abattage	OUI		
15	Lettre de notification de la taxe (abattage et déboisement)	OUI		
16	Moratoire/protocole d'accord portant échéancier de paiement de la taxe de superficie (en cours)	OUI		
17	Moratoire/protocole d'accord portant échéancier de paiement de la taxe de superficie (arriérés)	OUI		
18	Moratoire/protocole d'accord portant échéancier de paiement de la taxe de déboisement (en cours)	NA	NA	
19	Moratoire/protocole d'accord portant échéancier de paiement de la taxe de déboisement (arriérés)	OUI		
20	Moratoire/protocole d'accord portant échéancier de paiement de la taxe d'abattage (arriérés)	OUI		
22	Registre centralisateur (taxe et amendes)	OUI		
23	Lettre de rappel de paiement des taxes forestières	OUI		
24	Permis spécial	OUI		
25	Rapport de martelage de bois pour l'obtention du PS	OUI		
26	Rapports d'évaluation et de contrôle d'exploitation de PS	OUI		
27	Certificat d'agrément	OUI		
28	Carte d'identité professionnelle	OUI		
29	Registre des certificats d'agrément	OUI		
30	Registre des cartes d'identité professionnelle	OUI		
31	Registre des permis spéciaux	OUI		
32	Liste des artisans et des dépôts de vente des produits forestiers	NA	NA	
33	Dossier de demande d'obtention d'un permis spécial	OUI		
35	Dossier de demande d'autorisation de coupe annuelle	OUI	OUI	
36	Rapport de vérification de l'assiette annuelle de coupe (expertise)	OUI	OUI	
37	Autorisations de coupe annuelle	OUI	OUI	
38	Demande d'autorisation d'installation	NA	NA	
39	Autorisations d'installation	NA	NA	
40	Dossier de demande de coupe d'achèvement	OUI	OUI	
41	Rapport de mission d'évaluation de la coupe (coupe annuelle, achèvement)	OUI		
42	Autorisations d'achèvement	OUI	OUI	
43	Dossier de demande de vidange	NA	NA	
44	Rapport de mission de vidange	NA	NA	
45	Autorisations de vidange	NA	NA	
46	Dossier de demande de déboisement	OUI		

47	Rapport de la reconnaissance de la zone à déboiser	OUI		
48	Autorisation de déboisement	NA		
49	Autorisation d'exportation	OUI	OUI	
50	Registre des autorisations de coupe	OUI		
51	Preuves de réalisation des obligations relatives aux cahiers de charge particulier des conventions	OUI		
52	Rapport trimestriel / annuel d'activités	OUI	NA	
53	Rapport de mission d'inspection de chantier	OUI		
54	Rapport des missions de contrôle ou inspection des dépôts de vente des produits forestiers	NA	NA	
55	Tableau récapitulatif mensuel de tous les états de production	OUI		
56	Etat récapitulatif annuel de tous les états de production	OUI	OUI	
57	Preuves des dons gracieux aux populations et administrations publiques des bois illégaux saisis	NA	NA	
58	Planning d'activités	OUI	OUI	

Annexe 3 : Documents demandés et collecter au niveau des sociétés forestières AFRIWOOD et EMERSON BOIS

	SOCIETES	EMERSON BOIS		AFRIWOOD	
N°	Type document	Disponibilité (OUI/NON)		Disponibilité (OUI/NON)	
		2022	2023	2022	2023
1	Autorisation d'exercice des activités commerciales (Carte professionnelle de commerçant)	OUI		OUI	
2	Registre du commerce, du crédit et de l'immobilier	OUI		OUI	
3	Attestation d'immatriculation à la CNSS	OUI		OUI	
4	Déclaration d'existence	NON		OUI	
5	Certificat d'Agrément	NON		NON	
6	Carte professionnelle	NON		NON	
7	Dossier de demande d'autorisation de coupe annuelle	OUI		OUI	
8	Dossier de demande de coupe d'achèvement	NA		OUI	
9	Autorisations de coupe annuelle	OUI	NA	OUI	
10	Autorisations d'achèvement	NA		OUI	
11	Plan d'aménagement	NA		NA	
12	Plan de gestion de la série de développement communautaire	NA		NA	
13	Compte rendu de la réunion de validation du plan d'aménagement	NA		NA	
14	Plan de gestion validé de l'UFP en cours d'exploitation	NA		NA	
15	Compte rendu de la réunion de validation du plan de gestion	NA		NA	
16	Plan annuel d'exploitation	NA		NA	

17	Carte de réseau routier	OUI	NON	OUI	
18	Carnet de chantier	OUI	OUI	OUI	
19	États de production annuelle	OUI		OUI	OUI
20	Contrat (sous-traitance)	NA		NA	
21	Point sur l'USLAB	NON		NON	NON
22	Copie des chèques (preuves de paiement taxes et impôt)	OUI		OUI	NON
23	Comptes rendus des réunions du comité de gestion du FDL	NON		NA	
24	Déclaration d'exportation	NON		NON	
25	Bilan de l'entreprise	NA		NA	
26	Déclaration annuelle des salaires	OUI		OUI	
27	Registre des taxes/quittances paiement	NON		OUI	NON
28	État de liquidation des droits et taxes	OUI		NON	NON
29	Convention d'établissement	NA		NA	
30	Certificats de paiement	NON		NON	
31	Bordereaux de versement	NON		NON	
32	Agrément du bureau d'études d'impacts	NON		NON	
33	Rapport d'études d'impacts	NON		NON	
34	Compte rendu de la réunion de validation du rapport d'études d'impacts	NON		NON	
35	Rapport du comité de suivi et d'évaluation du plan d'aménagement	NA		NON	
36	Arrêté d'agrément du personnel du centre socio- sanitaire de l'entreprise	NON		NON	
37	Arrêté d'autorisation d'exercice du ministère en charge de la santé	NON		NON	
38	Procès-verbaux des réunions du comité d'hygiène et de sécurité	NON		NON	
39	Règlement intérieur de l'entreprise	OUI		OUI	
40	Compte rendu ou procès-verbal du comité de suivi et d'évaluation du plan d'aménagement	NA		NON	
41	Comptes rendus ou procès-verbaux de réunions d'information	NON		NON	
42	Comptes rendus des réunions de plateformes de concertation entre l'entreprise et les populations.	NON		NON	
43	Rapport de constat en cas de dommages	NA		NA	
44	Reçus des indemnisations	NA		NA	
45	Existence d'un local abritant les syndicats	NON		NON	
46	Existence de cahiers de réclamations et de revendications	NON		OUI	
47	Note de mise en congé d'éducation ouvrière	NA		NON	
48	Procès-verbaux des réunions entre Direction E/s et Syndicat	NON		NON	

49	Registre de l'employeur visé	OUI		OUI	
50	Contrat de travail	OUI		OUI	
51	Liste des travailleurs enregistrés et immatriculés à la caisse nationale de sécurité sociale	OUI		OUI	
52	Registres de paie visés	OUI		OUI	
53	Bulletins de paie	OUI		OUI	
54	Rapports/PV du comité d'hygiène et de sécurité	NON		NON	
55	Registres des visites médicales	NON		OUI	
56	Registres des accidents de travail	NON		OUI	
57	Registres de sécurité	NON		OUI	
58	Autorisation des heures supplémentaires par la direction départementale du travail	NON		NON	
59	Copie de l'offre d'emploi transmise à l'ONEMO/ACE	NON		NON	
60	Carte de travail	NA		OUI	
61	Contrat de mise à disposition du personnel	NA		NA	
62	Registres d'immatriculation	NON		NON	
63	Carte grise	OUI		OUI	
64	Assurance	OUI		OUI	
65	Autorisation de transport	OUI		OUI	
66	Procès-verbal de visite technique/certificat d'aptitude physique de véhicule	OUI		NON	
67	Certificat de contrôle technique de véhicule	OUI		NON	
68	Feuille de route	OUI		OUI	OUI
69	Feuille de spécification	OUI		OUI	

Annexe 5: Niveau de réalisation des clauses du cahier de charges particulier par la société EMMERSON BOIS (source: Rapport annuel de la DDEF-K)

Obligations prévues	Niveau de réalisation
Contribution à la réhabilitation et équipement des écoles des districts de Hinda et de Mvouti à hauteur de 12.000.000 soit 6.000.000/district 2020/2021	Non exécutée
Livraison de 6.000 litres de gas-oil aux directions départementales du Kouilou et de Pointe Noire soit 3.000/par département 2020 et 2022	Non exécutée

Construction d'un forage d'eau potable au village Hinda d'une valeur de 10.000.000 prévue pour l'année 2021	Non exécutée
Livraison des produits pharmaceutiques aux établissements de santé du district de Hinda et de Mvouti à hauteur de 6.000.000 pour 2020/2021	Non exécutée
Appui à la réhabilitation des activités agro-pastorales des populations autour de la base-vie à hauteur de 5.000.000	Non exécutée
Entretien en permanence de tronçon routier Louemé-Boubissi-Louvenza (sous-préfecture de Hinda)	Non exécutée
Livraison de 6.660 litres de gas-oil à la préfecture du Kouilou prévue pour les années 2020/2022	Non exécutée
Livraison de 3.000 litres de gas-oil à la sous-préfecture de Hinda prévue pour les années 2020/2022	Non exécutée
Livraison de 3.000 litres de gas-oil à la sous-préfecture de Mvouti prévue pour les années 2020/2022	Non exécutée
Fourniture d'un groupe électrogène de 8 KWA à la sous-préfecture de Hinda à hauteur de 4.000.000	Non exécutée
Livraison des produits pharmaceutiques aux CSI du district de Mvouti à hauteur de 3.000.000 pour les années 2020/2022	Non exécutée
Construction d'un forage pour la fourniture d'eau potable au village Bilinga d'une valeur de 10.000.000	Non exécutée
Contribution à la construction du poste de contrôle des Eaux et forêts de Malélé à hauteur de 5.000.000	Non exécutée
Livraison de quatre (04) GPS Garmin 64 S et d'une (01) moto de marque KTM 125 à la DGEF	Non exécutée